

Unité Départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 2/04/26

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 19/03/2026**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FONDERIE LEMER**

3 RUE DE L'EUROPE  
44470 Carquefou

**Référence :** N5-2026-0379  
**Code AIOT :** 0006304933

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement FONDERIE LEMER implanté ZI LA NOE BACHERON 44430 Le Loroux-Bottereau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE LEMER
- ZI LA NOE BACHERON 44430 Le Loroux-Bottereau
- Code AIOT : 0006304933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Établissement fabriquant des éléments en plomb, notamment des quilles destinées au nautisme.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Stockages	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Stockage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 8.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 5.1	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, articles 3.2.2 et 3.2.3	Sans objet
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.3.3.4	Sans objet
8	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 5.2	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 8.3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

L'évolution de la classification du plomb entraîne un classement SEVESO seuil bas du site. Il est attendu un dépôt de demande de bénéfice d'antériorité et un positionnement relatif à l'ensemble des dispositions applicables à ce type d'établissement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Inspection du 26/07/23 :</u> <p>Dans son courrier en réponse du 04 octobre 2021, l'exploitant a transmis un "plan d'exécution" daté du 29 avril 2008.</p> <p>Le plan fourni ne renvoie pas l'ensemble des informations visées à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/07/2008, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence des réseaux de distribution d'eau potable, ainsi que leur origine ;</li> <li>- Absence des dispositifs de protection de l'alimentation en eau potable.</li> </ul> <p>Par ailleurs, le document fourni laisse apparaître beaucoup d'informations, notamment un "bâtiment projeté", ce qui n'améliore pas sa lisibilité.</p> <p>→ L'exploitant fait réaliser un plan des réseaux à jour, lequel comprend l'ensemble des informations visées par l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/07/2008.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan des réseaux réalisé en 2024. Celui-ci comporte les réseaux "eau potable" et "eaux pluviales".</p> <p>Cependant, il n'a pas été en mesure de justifier la présence d'un dispositif de disconnection du réseau eau potable.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
→ L'exploitant doit justifier que le site est équipé d'un dispositif anti-retour sur le réseau d'eau potable. Le cas échéant, il en fait installer un dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°2 : Stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des matières en plomb
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Inspection du 26/07/23 :</u> Dans son plan d'actions transmis le 4 octobre 2021, l'exploitant indiquait qu'un projet d'agrandissement du bâtiment présent sur le site était envisagé, notamment pour permettre le stockage sous abri des matières premières et des produits finis. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la demande de financement serait déposée en septembre 2023 pour la construction du bâtiment. Si la réponse s'avère négative de la part des banques, un apprentis sera tout de même réalisé pour assurer le stockage des produits finis et matières premières à l'abri des intempéries. → L'exploitant informe l'inspection des installations classées du résultat de la demande de financement dès qu'il en connaît la réponse. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le projet doit faire l'objet d'un Porter à Connaissance avant toute réalisation.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le financement de l'apprentis initialement envisagé n'avait pas abouti. Il a cependant précisé qu'un agrandissement du bâtiment de production était en réflexion et serait mené selon 2 phases, vraisemblablement réalisées en 2027 et en 2030. L'inspection des installations classées a rappelé la nécessité un Porter à Connaissance, comprenant tous les éléments d'appréciation, avant toute réalisation. En parallèle, il a indiqué que la grande majorité des matières premières stockées sur le site ont été rapatriées sur le site de Carquefou, lequel dispose de la place pour les stocker en intérieur. Sur le site, l'exploitant a indiqué que les pièces stockées à l'extérieur sont celles qui ont été peintes. Il a pu être constaté une faible quantité de matières premières à l'extérieur, l'exploitant arguant que ce sont des en-cours de production.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
→ L'exploitant est invité à supprimer tous les stockages de plomb exempts de revêtement de protection à l'extérieur. Il s'assure que ceux-ci se trouvent à l'abri des intempéries.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°3 : Stockage des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 8.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>

Inspection du 26/07/23 :

Dans son courrier du 4 octobre 2021, l'exploitant annonçait que l'inventaire était en cours afin de déterminer les volumes.

Le jour de l'inspection, il a précisé ces volumes :

- produits chimiques inflammables : 1980 L ;
- produits chimiques non inflammables : 275 L ;
- volume de la rétention associée au local de stockage : 1800 L.

Il a été néanmoins constaté des égouttures sur le sol du local qui nécessitent d'être nettoyées.

→ L'exploitant procède au nettoyage du local de stockage des produits dangereux. De manière générale, il s'assure que celui-ci est maintenu dans un état de propreté convenable et que le volume utile dans les rétentions, individuelles ou non, est maintenu disponible en permanence.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le local de stockage des produits dangereux a fait l'objet d'une réfection complète en 2024.

La visite du local n'a pas démontré de problématique liée au rangement ou à d'éventuelles égouttures. Celui-ci étant un local identifié comme ATEX, il est nécessaire qu'un panneau l'annonçant soit présent sur la porte d'accès au local.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ **L'exploitant est invité à ajouter un panneau annonçant le caractère ATEX (et des dispositions particulières à prendre) du local de stockage des produits dangereux.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°4 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Tableau de classement

**Prescription contrôlée :**

Inspection du 26/07/23 :

Dans son plan d'actions transmis le 4 octobre 2021, l'exploitant indiquait être en réflexion pour actualiser le tableau de classement.

Le jour de l'inspection, le tableau de classement actualisé en date du 10 janvier 2022 a été consulté. Certaines grandeurs caractéristiques annoncées par l'exploitant ne correspondent pas à celles attendues permettant de justifier la soumission à un régime de classement au titre d'une rubrique (différence entre unités).

Par ailleurs, la proposition de tableau de classement annonce un classement au titre de la rubrique 4150-1, liée au stockage de plomb sur le site, ce qui amènerait d'un classement SEVESO Seuil Haut de l'établissement. L'inspection des installations classées considère cette analyse erronée. En effet, la rubrique 4150 concerne les produits dont la toxicité aiguë catégorie 1 spécifique pour certains organes (STOT) est avérée dès une unique exposition (SE).

Après consultation de la bibliographie, il s'avère que le plomb, d'autant plus sous forme solide, peut être considéré comme toxique aigu catégorie 1 pour certains organes (STOT) après une exposition répétée (RE).

Par conséquent, le stockage de plomb n'est pas classable au titre de la rubrique 4150.

Par ailleurs, l'exploitant a annoncé qu'une évolution du site était envisagée, notamment pour y

réaliser le stockage et la gestion de déchets radioactifs de faible activité en plomb, susceptibles de relever des rubriques 1716, 1735 et 2797 de la nomenclature des ICPE. Ces activités, soumises à autorisation pour 2 d'entre elles dès le dépassement du seuil, devront faire l'objet d'une nouvelle autorisation environnementale.

→ L'inspection des installations classées invite l'exploitant à se faire accompagner d'un bureau d'études afin de procéder à la mise à jour du tableau de classement, le cas échéant déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale si le projet de gestion et stockage de déchets radioactifs de faible activité se poursuit.

→ L'inspection des installations classées signifie à l'exploitant qu'il est important qu'il fasse connaître sa situation et sa volonté de gérer et stocker des déchets radioactifs de faible activité aux services de l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire) dès qu'il aura connaissance de l'approbation de sa demande de financement.

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un recensement des produits en plomb présents sur le site. Ce recensement fait état de la présence d'environ 125 tonnes (répartis entre matières premières et produits).

Le plomb disposant de la mention de dangers H410, celui-ci relève de la rubrique n° 4510 de la nomenclature des ICPE. A ce titre, le site doit donc être classé SEVESO SEUIL BAS, ce régime étant atteint à partir de 100 tonnes.

Par conséquent, l'exploitant doit déposer un Porter à Connaissance sollicitant le bénéfice d'antériorité. Celui-ci doit néanmoins présenter un récolement à l'ensemble des dispositions applicables aux établissements classés SEVESO.

L'exploitant s'est par ailleurs interrogé sur la classification des produits finis (quilles de bateaux notamment) revêtus par application de peinture. L'inspection des installations classées lui a indiqué que l'intégration ou non de ces produits dans le classement SEVESO dépend des mentions de dangers du-dit produit. Par conséquent, la production d'une FDS pour chacun de ces produits est nécessaire si l'exploitant souhaite l'exclure du calcul.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ **L'exploitant doit déposer un Porter à Connaissance sollicitant le bénéfice d'antériorité afin d'acter le classement SEVESO SEUIL BAS du site.**

**Ce dossier doit notamment comporter une mise à jour de l'étude de dangers.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 12 mois

### **N°5 : Surveillance environnementale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance environnementale des retombées

#### **Prescription contrôlée :**

##### Inspection du 26/07/23 :

Le jour de l'inspection, le rapport APAVE n°23019817-1 du 7 avril 2023 portant sur la campagne de mesures des retombées atmosphériques réalisée du 7 février au 8 mars 2023 a été consulté.

Les conditions de fonctionnement du site sont correctement indiquées dans le rapport (19 jours de fonctionnement pour une durée totale de fonctionnement de 328 heures). L'indication relative à la quantité de plomb fondue et coulée sur la période est également présente (47 tonnes).

Le rapport fait apparaître un 10<sup>ème</sup> point de contrôle dont les résultats de mesures, très nettement inférieures aux résultats des autres jauges (< 0,27 µg/m²/j), laissent à penser qu'il s'agit d'une jauge

<p>témoin.</p> <p>Néanmoins, à aucun endroit du rapport ce point n'est mentionné. Il n'est également pas positionné sur la carte permettant d'apprécier de la pertinence de son positionnement, notamment de l'absence d'influence du site sur celui-ci.</p> <p>→ L'exploitant se rapproche de la société réalisant la surveillance environnementale afin que les caractéristiques de la jauge témoin soient intégrées au rapport.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport relatif à la dernière campagne de surveillance environnementale (retombées atmosphériques) réalisée en juin 2025.</p> <p>Les conditions de fonctionnement sont indiquées dans le rapport (15 jours de fonctionnement sur la période de 30 jours). La quantité relative à l'activité de fonte de plomb indique une production de 15 tonnes sur la période.</p> <p>Le rapport annonce des valeurs de retombées comprises entre 6 et 53 <math>\mu\text{g}/\text{m}^3/\text{j}</math>.</p> <p>Toutefois, le point témoin identifié par l'organisme de contrôle est le point n°7 situé sous les vents dominants, alors que le point n°10 se trouve en dehors de ceux-ci. Il semble que ce soit une inversion.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>→ <b>L'exploitant se rapproche de l'organisme de contrôle pour s'assurer quel point est retenu comme point témoin. Ce point devra être intégré de manière pérenne comme point témoin.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N°6 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, articles 3.2.2 et 3.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 3.2.2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poussières totales : 5 <math>\text{mg}/\text{Nm}^3</math></li> <li>- Pb (particulaire et gazeux) : 0,3 <math>\text{mg}/\text{Nm}^3</math></li> </ul> <p>Le débit d'extraction d'air du conduit est de 34 000 <math>\text{Nm}^3/\text{h}</math>.</p> <p>La hauteur minimale du conduit d'évacuation des effluents gazeux est de 12,5 m.</p> <p>La vitesse minimale d'éjection des effluents est de 8 m/s.</p> <p><u>Article 3.2.3 :</u></p> <p>Si le flux horaire total de COV dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 <math>\text{mg}/\text{m}^3</math>. En outre, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>La consommation de solvants doit être inférieure à 5 tonnes par an.</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'un four de séchage, les valeurs limites d'émission en <math>\text{NO}_x</math> et <math>\text{SO}_2</math>, figurant dans le tableau ci-après, s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Teneur en O2 de référence : 3 %</li> <li>- <math>\text{NO}_x</math> : 400 <math>\text{mg}/\text{Nm}^3</math></li> <li>- <math>\text{SO}_2</math> : 35 <math>\text{mg}/\text{Nm}^3</math></li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des derniers contrôles réalisés sur les rejets atmosphériques de l'installation de peinture (2024) et de la fonderie (2025).</p> <p>Concernant l'installation d'application de peinture, celle-ci n'est pas associée à une installation de</p>

séchage.

L'ensemble des résultats est conforme et n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°7 : Eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.3.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- couleur : modification de la coloration inférieure à 100 mg/Pt/L

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

- DCO : 125 mg/L
- MES : 30 mg/L
- Pb : 0,1 mg/L
- HCT : 5 mg/L

**Constats :**

Le jour de l'inspection, le rapport de contrôle de la qualité des eaux pluviales réalisé en 2025 a été présenté. L'ensemble des paramètres est conforme à la réglementation applicable.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°8 : Eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte-tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle de la qualité des eaux souterraines, réalisés en juillet et novembre 2025.

Pour le contrôle de novembre 2025, celui-ci a intégré les paramètres visés par les MTD du BREF SF afin de se positionner dans le cadre du réexamen IED.

L'ensemble des paramètres est conforme et n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°9 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 8.3.3



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques réalisé en décembre 2025.</p> <p>3 observations figurent dans le rapport, lesquelles ne sont pas encore soldées par l'exploitant. Il s'est engagé à les lever rapidement.</p> <p>L'annexe Q18 fournie en annexe conclut que "l'état des installations électriques ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite